

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2013

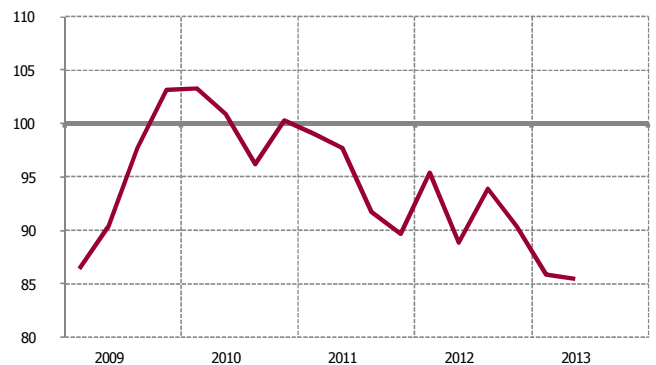
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

La confiance au plus bas

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie légèrement au deuxième trimestre 2013, pour s'établir à 85,5 points. Le recul de l'ICA est moins marqué qu'au trimestre précédent (-0,4 point). Il se situe toutefois très en deçà de sa moyenne de longue période, atteignant l'un de ses plus bas niveaux historiques.

La dégradation du climat des affaires s'explique essentiellement par les anticipations des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre. Une nouvelle baisse d'activité est anticipée ; la détérioration de la trésorerie pourrait s'accroître et les effectifs reculer.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'évolution de la plupart des indicateurs macroéconomiques témoigne de la morosité de la conjoncture économique. Le marché du travail a perdu de son dynamisme. La consommation reste timide malgré la stabilisation de la hausse des prix. Le manque de visibilité se répercute sur les prévisions d'investissement qui diminuent fortement ce trimestre.

Les indicateurs sectoriels font état d'une activité en berne dans la plupart des secteurs. Dans un contexte de montée en charge des usines du Nord et du Sud, le secteur des mines et de la métallurgie ressort pénalisé par le repli du cours moyen du nickel. L'activité du secteur du BTP confirme son ralentissement en dépit de la construction du Médipôle. Le secteur du tourisme se dégrade légèrement, en lien avec la baisse de la plupart des marchés émetteurs. Seuls les professionnels du secteur primaire jugent favorablement leur activité.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE DÉCÈLÈRE

En Chine, le taux de croissance de l'activité économique se stabilise au deuxième trimestre (+1,7 %, après +1,6 %). Sur un an, le PIB progresse moins vite qu'au trimestre précédent (+7,5 % contre +7,7 %). Face à la poursuite du ralentissement économique, le Premier ministre a annoncé en juillet des mesures visant à soutenir la croissance du PIB au-dessus des 7 %.

Après avoir rebondi au premier trimestre, le rythme de progression du PIB japonais s'infléchit à nouveau (+0,6 %, après +0,9 %). Sur un an, la croissance s'établit à +2,6 %. La politique de dépréciation du yen semble aller vers une sortie progressive de la déflation : sur un an, l'indice des prix sous-jacent hors produits frais a augmenté de 0,4 % à fin juin 2013.

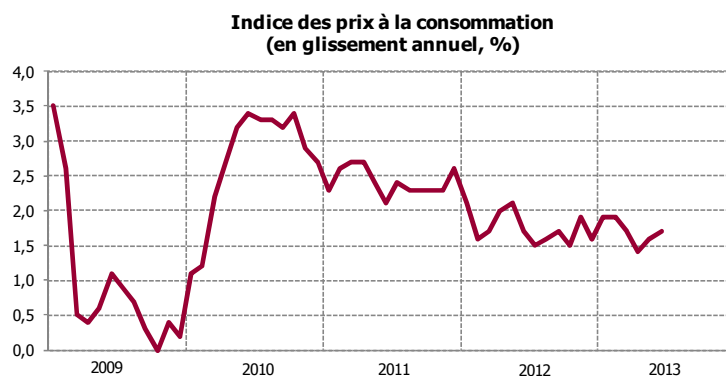
Au premier trimestre, le PIB australien croît au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,6 %). Sur un an, la croissance est toutefois contenue (+2,5 %, contre +3,1 % fin 2012), en lien avec le ralentissement dans les secteurs minier, manufacturier et de la construction. L'indice des prix s'établit à +0,4 % au deuxième trimestre (+2,4 % sur un an). La Banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 juin de laisser son taux directeur inchangé à 2,75 %.

En Nouvelle-Zélande, l'activité économique décélère au premier trimestre (+0,3 %, après +1,5 % au trimestre précédent). Cette évolution s'explique principalement par la stagnation de la consommation des ménages et le repli de la production du secteur agricole. La Banque centrale néo-zélandaise a décidé le 13 juin de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Une hausse des prix limitée sur un an

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,7 % au deuxième trimestre 2013, après +0,2 % au trimestre précédent. Les prix des services et de l'alimentation (+1,0 % et +1,3 % respectivement) sont les principaux contributeurs à l'évolution globale de l'indice alors que les prix des produits manufacturés se replient légèrement (-0,1 %).

En glissement sur un an, l'indice des prix affiche une hausse de 1,7 %, sensiblement équivalente à celle de fin 2012. L'alimentation et les services enregistrent les hausses de prix les plus fortes alors que les prix de l'énergie sont en repli (-1,0 %), grâce à la détente observée sur le prix des carburants.



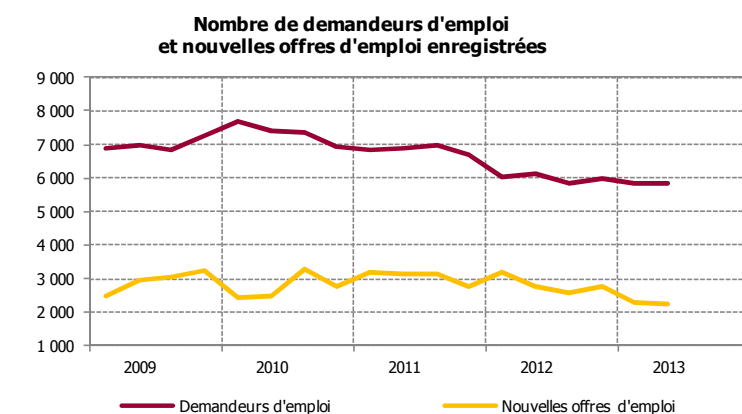
Source : ISEE

Dans ce contexte, un protocole de fin de conflit « vie chère » a été signé le 27 mai entre le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, les responsables politiques et les acteurs économiques et sociaux. Cet accord définit 14 engagements portant notamment sur la baisse immédiate des prix de 10 % sur une liste de 300 produits alimentaires et d'hygiène et 200 produits non alimentaires.

Stagnation du marché de l'emploi

Le marché du travail se révèle atone au deuxième trimestre 2013. Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) se stabilise (-0,1 %), alors que la forte diminution d'offres d'emploi observée au trimestre précédent s'estompe (-1,5 % contre -18,8 %, données CVS). Le nombre d'offres d'emploi déposées retrouve ainsi son plus bas niveau depuis 2010.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi continue de baisser (-4,6 %, CVS). Les nouvelles offres d'emploi reculent pour le deuxième trimestre consécutif, mais à un rythme moins élevé qu'au premier trimestre (-19,1 % contre -28,7 %). La contraction de l'offre d'emploi reste plus marquée en Province Nord (-40 %) qu'en Province Sud (-13 %).

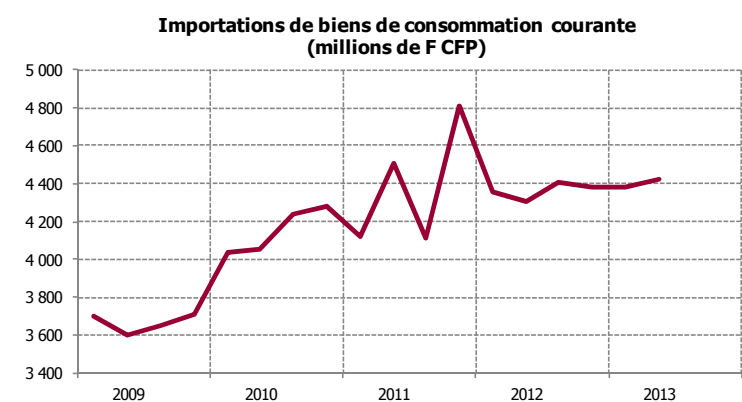


Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

Une consommation des ménages peu dynamique

La consommation ne manifeste pas d'amélioration significative, traduisant un certain attentisme des ménages face au ralentissement de l'activité. Cette orientation est confirmée par les professionnels du secteur du commerce, qui font état d'une nouvelle dégradation de leur activité, même si elle est moins prononcée qu'au trimestre précédent.

La plupart des indicateurs présentent des évolutions contrastées. Les importations de biens de consommation courante et d'articles d'habillement et chaussures (CVS) progressent respectivement de 1,0 % et 3,6 %. A l'inverse, les importations de produits alimentaires, boissons et tabac reculent de 3,8 % et les importations de biens d'équipement du foyer diminuent de 2,7 %. Parallèlement, les immatriculations de voitures particulières neuves chutent de 7,6 % sur le trimestre.



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

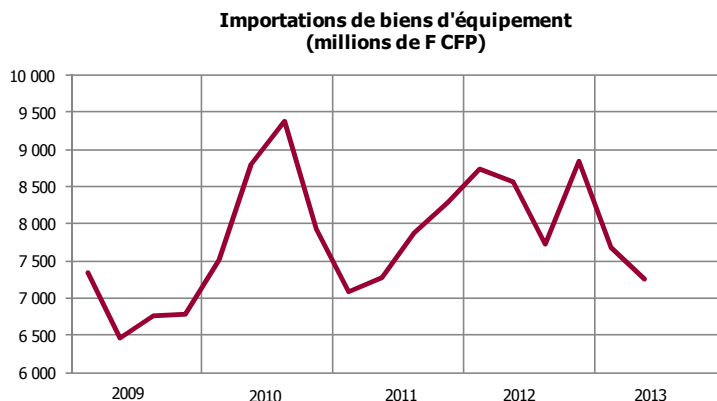
L'encours du crédit à la consommation suit l'orientation générale avec une timide augmentation de 0,3 % au deuxième trimestre. Sur un an, cet encours a nettement décéléré (+1,9 %) contrastant avec le dynamisme observé les années précédentes.

Le nombre de personnes en interdiction bancaire continue de progresser (+1,7 %, après +5,7 %), témoignant d'une vulnérabilité accrue d'une partie des ménages.

Le repli de l'investissement se poursuit

Le manque de visibilité sur les perspectives économiques se répercute sur l'investissement. Les importations de biens d'équipement (CVS) s'affichent en baisse de 5,6 % sur le trimestre et de 15,3 % sur un an, soit leur plus bas niveau depuis le deuxième trimestre 2011. De même, les immatriculations de voitures utilitaires (CVS) enregistrent une baisse trimestrielle de 6,9 %. L'encours des crédits à l'investissement aux entreprises se replie légèrement au deuxième trimestre (-0,5 %).

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, la dégradation de l'investissement devrait se poursuivre au prochain trimestre, notamment dans les secteurs du commerce et du tourisme.



Sources: Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

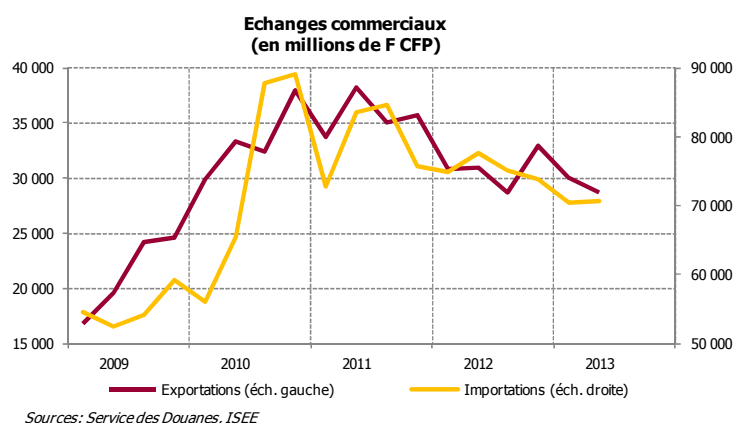
L'investissement immobilier des ménages continue de perdre du dynamisme, avec un effritement de l'encours bancaire des crédits à l'habitat (-0,3 %) au deuxième trimestre. Sur un an, l'évolution des encours à l'habitat a également fléchi (+2,0 %, après +3,6 % en 2012 et +8,2 % en 2011).

Le solde commercial se dégrade

Les importations de biens interrompent leur repli amorcé depuis fin 2011. Les importations en valeur se stabilisent au deuxième trimestre (+0,2 %), la diminution des importations de produits minéraux (hydrocarbures essentiellement) étant compensée par la progression des autres postes (produits chimiques, métaux, ...).

Les exportations, quant à elles, enregistrent une diminution de 4,3 %, malgré la bonne tenue des exportations de minerais.

Dans ce contexte, le solde de la balance commerciale se détériore et s'établit à -42 milliards de F CFP, soit près de 1,4 milliard de plus qu'au trimestre précédent.



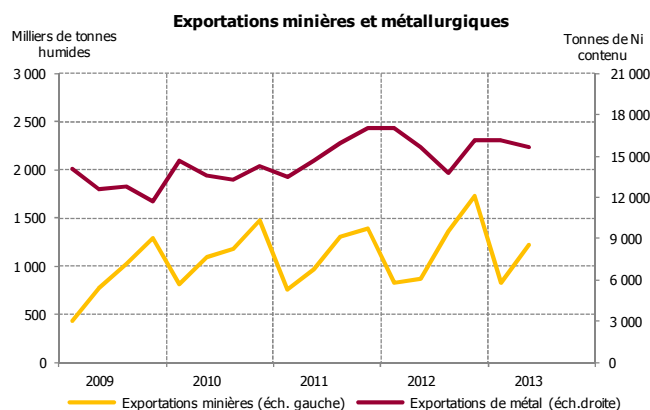
Sources: Service des Douanes, ISEE

UNE ACTIVITÉ EN BERNE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

L'activité du **secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** est jugée encore globalement bien orientée par les professionnels, malgré des résultats mitigés dans l'élevage. Ce secteur pâtit en effet des aléas climatiques du deuxième trimestre, avec notamment une baisse des abattages (CVS) de viande bovine (-10,7 %). Les filières de l'aquaculture et de la pêche se maintiennent toutefois en progression sur l'année. Les chefs d'entreprises prévoient une stabilisation de leur activité au troisième trimestre.

L'activité **des mines et de la métallurgie** est mitigée. La production métallurgique diminue de 13,6 %, pénalisée notamment par une baisse de la production de dérivés de nickel issus de l'usine du Sud.

A l'inverse, la production de minerais bruts est encore soutenue. Malgré les intempéries, l'extraction minière affiche une hausse de 1,7 % sur le trimestre, se situant à un niveau encore élevé par rapport aux années précédentes (+12,1 % sur un an). Les exportations de minerais bruts enregistrent une forte reprise de 47,3 % en volume (+40,2 % en valeur), après une baisse de 52 % au trimestre précédent, portée notamment par la demande coréenne et japonaise. Les exportations de produits métallurgiques se replient pour leur part de 3,1 % en volume et de 8,1 % en valeur.



Source: DIMENC

La baisse des exportations en valeur est due principalement à un nouveau repli du cours moyen du nickel au LME (London Metal Exchange), qui s'établit à 6,8 USD/lb (-13,8 % sur le trimestre). La hausse de la production mondiale et la reprise des exportations des minerais d'Indonésie et des Philippines vers la Chine influent sur l'augmentation des stocks mondiaux de nickel

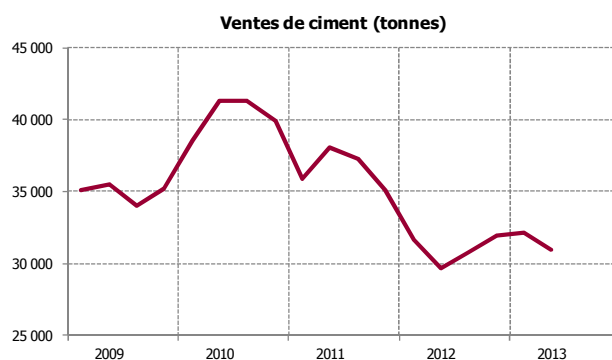
et pèsent sur les cours. Les stocks enregistrés au LME ont ainsi encore progressé de 15,5 % au deuxième trimestre (+72,1 % sur un an). Les perspectives pour le troisième trimestre restent pessimistes, la reprise encore fragile de l'économie mondiale et l'accroissement prévisible de la production ne laissent pas envisager d'amélioration des cours.

Dans le secteur du **bâtiment et travaux publics**, la dégradation de l'activité se confirme au deuxième trimestre. Le secteur est encore une fois porté par la branche des travaux publics, alors que l'activité dans le bâtiment ressort affaiblie par les conditions météorologiques défavorables et la diminution des appels d'offres.

Les ventes de ciment (CVS) se contractent ainsi de 3,7 % au deuxième trimestre, mais augmentent de 4,4 % sur un an. L'index BT21 ne progresse que légèrement ce trimestre (+0,4 % sur le trimestre et +2,6 % sur un an). Les entrepreneurs prévoient un repli plus marqué de leur activité au troisième trimestre, une nouvelle contraction de leurs effectifs et des tensions sur la trésorerie.

Les professionnels du secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** font état d'une baisse de l'activité, en lien avec une nouvelle diminution de 4,4 % (CVS) du nombre de touristes par rapport au premier trimestre. La fréquentation touristique est ainsi impactée par la baisse de la plupart des marchés émetteurs. Le nombre de touristes (CVS) en provenance de métropole et du Japon se replie toutefois à un rythme moins élevé (de respectivement -3,2 % et -3,7 %) que ceux en provenance d'Australie (-14,9 %).

Selon les entrepreneurs, cette orientation défavorable devrait se poursuivre au troisième trimestre 2013.



Sources: ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM



Sources: ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

STABILISATION ENCORE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. La croissance semble marquer le pas dans les pays émergents, mais montre des signes de renforcement dans les économies avancées. Ainsi, la croissance de l'économie américaine accélère et l'Europe sort de la plus longue période de récession de son histoire. Cependant, l'économie mondiale reste exposée à des risques de dégradation liés à un ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents. L'inflation est repartie à la hausse en juin dans un certain nombre d'économies avancées et émergentes, mais reste globalement contenue.

La croissance américaine accélère au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent tout en restant modérée (+0,4 % après +0,3 %). La situation du marché du travail s'est globalement améliorée mais le taux de chômage demeure relativement élevé (7,6 % en juin). L'inflation s'élève à 1,8 % en juin en deçà de l'objectif de long terme de 2 %, fixé par la Réserve fédérale. L'économie japonaise continue de croître à un rythme soutenu tirée par la demande intérieure et les échanges avec l'extérieur. Les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière depuis le début de l'année aboutissant à une augmentation de 0,2 % en glissement annuel au mois de juin.

Après six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, la zone euro renoue avec la croissance atteignant +0,3 % au deuxième trimestre (après -0,3 %). Ce sursaut est à imputer, en grande partie, à l'accélération de la croissance allemande et au rebond de l'économie française. Le Portugal est également sorti de la récession (+1,1 %) tandis que d'autres pays comme l'Espagne et Chypre voient leur économie continuer de se replier (respectivement de -0,1 % et -1,4 %). La situation du marché du travail de la zone euro reste nettement dégradée, avec un taux de chômage qui atteint 12,1 % en juin.

Le PIB de la France repart à la hausse au deuxième trimestre (+0,5 %) après deux replis successifs (-0,2 %) aux trimestres précédents. Ce rebond est à mettre en relation avec l'augmentation de la demande intérieure, principalement des dépenses de consommation des ménages (+0,4 % après -0,1 %) tandis que l'investissement recule plus modérément (-0,5 % après -1,0 %). Les échanges rebondissent également, les exportations et les importations progressant respectivement de +2,0 % et +1,9 %.

En Chine la croissance décélère passant de 7,7 % au premier trimestre à 7,5 % au deuxième trimestre. L'environnement économique mondial impacte négativement ses exportations qui sont avec ses investissements massifs à l'origine du dynamisme de sa croissance. Globalement, le FMI envisage une croissance plus modérée dans les pays émergents et les pays en développement qui atteindrait 5 % en 2013 puis 5,5 % en 2014.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND – Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 2 septembre 2013 – Dépôt légal : septembre 2013 – ISSN 1968-6277